



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 29/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMCOR Speciality Cartons France SAS**

2 rue des Violettes  
ZI  
68190 Ungersheim

Références : 0006700446\_2025\_08\_21\_AMCOR\_VIIC\_Suiv.-Ech.\_AN24-Eau-Incendie  
Code AIOT : 0006700446

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement AMCOR Speciality Cartons France SAS implanté 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contexte de la visite d'inspection est un contrôle de Suivi des Échéances concernant l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03 avril 2024, faisant suite à la visite d'inspection du 20 février 2024 qui s'inscrivait dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées pour l'année 2024 et qui concerne la rétention et le confinement des eaux extinction incendie.

Le contrôle effectué a eu lieu principalement au niveau des systèmes de confinement et de réten-

tion des eaux d'extinction incendie ainsi que des abords du site.

Le référentiel retenu pour cette inspection est l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03 avril 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR Speciality Cartons France SAS
- 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim
- Code AIOT : 0006700446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR SPECIALTY CARTONS FRANCE SAS assure l'impression par le procédé d'héliogravure d'emballage.

Les matières premières de l'usine sont le carton, les encres, les solvants, les vernis et les laques.

Le processus de fabrication permet d'obtenir comme produits finis, des emballages cartonnés à destination de l'industrie du Tabac.

L'installation est une imprimerie industrielle soumise à autorisation et soumise à la directive IED (3670).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Clôture des installations du site	AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des Réseaux	AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Isolement avec les milieux	AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 4	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 5	Levée de mise en demeure
5	Maintien de la propreté sur le site	AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 6	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue des éléments présentés par l'exploitant, l'Inspection a constaté :

- la représentation des systèmes d'obturation sur le plan des réseaux d'eaux du site ;
- la prise en compte de l'encombrement dans les zones de rétention des eaux d'extinction définies et permettant de maintenir le volume de rétention suffisant ;
- la mise en place de deux systèmes d'obturation (type ballon obturateur) au niveau des eaux d'extinction incendie provenant de la toiture ;
- la réalisation d'une fiche réflexe décrivant les consignes de déclenchement des systèmes d'obturation en complément de la procédure d'urgence et des consignes de sécurité en cas d'incendie du site ;
- l'enlèvement des matériels et machines encombrant l'accès à des installations du site ;
- la mise en place de clôture au niveau du compacteur de déchets cartons.

Cependant, l'Inspection a constaté l'absence de clôture au niveau du ponton surplombant le ruisseau qui longe le site sur sa face Sud-Est ce qui ne permet pas d'éviter l'accès aux installations à toute personne étrangère au site.

Compte-tenu des engagements de l'exploitant lors de la visite d'inspection sur une mise en place rapide de l'action corrective, la suite proposée pour cette non-conformité est une demande de justificatifs.

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection, il est proposé au Préfet de lever la mise en demeure lorsque l'exploitant aura apporté les éléments justifiant la mise en place de clôture au niveau de la pointe Sud-Est du site afin d'éviter l'accès aux installations à toute personne étrangère au site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des Réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes d'obturation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 37 de l'arrêté préfectoral n° 2012131-0008 du 10 Mai 2012 susvisé :</b>  Plan des Réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux [...] de collecte doit notamment faire apparaître :

<p>[...]</p> <p>- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 20 février 2024, l'Inspection avait constaté l'absence de représentation des systèmes d'obturation sur le plan des réseaux du site.</p> <p>Durant le contrôle, l'exploitant a présenté le plan des réseaux actualisé et mis à jour en date du 01 juillet 2025 (réf: réseau eaux usées - plan général - 312.005).</p> <p>Après examen du plan, l'Inspection a constaté la représentation des systèmes d'obturation (ballon obturateur anti-pollution) ainsi que les coffrets de déclenchement attribué à chacun.</p> <p>Sur le site, il y a 5 obturateurs (1, 2, 3, 4a et 4b) avec chacun leur coffret de déclenchement (sauf pour les obturateurs 4a et 4b qui doivent se déclencher en même temps pour assurer le confinement des eaux d'extinction provenant de la toiture et par conséquent, un seul coffret de déclenchement pour les deux obturateurs).</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.</p> <p>L'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 2 : Confinement des eaux d'extinction incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Encombrement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 93 de l'arrêté préfectoral n° 2012131-0008 du 10 Mai 2012 susvisé :</b></p> <p>Le site dispose de trois zones de confinement des eaux d'extinction:</p> <p>Zone 1: Fosse bétonnée sous hall 60; 198 m3</p> <p>Zone 2: Aire extérieure chargement / déchargement; 85 m3</p> <p>Zone 3: Parking Ouest 1139 m3</p> <p>Total: 1422 m3</p> <p>Ces zones seront maintenues en état, notamment l'imperméabilité des surfaces.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors du contrôle du 20 février 2024, l'Inspection avait constaté l'encombrement des zones de rétention, notamment la zone 3 (Parking Ouest) avec la présence de véhicules dans des zones non prévues indiquées dans l'étude relative au confinement des eaux polluées d'incendie transmise datant du 21 décembre 2009.

Lors du présent contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection une étude "Dimensionnement des besoins en eau et en rétention selon les guides D9 et D9A" réalisé par un bureau d'étude et daté du 30 avril 2024 (réf: EK1K024148).

Cette étude a été réalisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire daté du 11 mars 2024 concernant la réévaluation des besoins en eau incendie du site.

Cette étude indique que, selon le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction-D9A-Juin 2020, le besoin en rétention des eaux d'extinction est de 1410 m<sup>3</sup>.

Dans l'emprise du site, un volume de 1 934,69 m<sup>3</sup> d'eau d'extinction peut être mis en rétention.

L'étude indique notamment: "En application du règlement D9A et en prenant en compte l'encombrement de certaines zones (véhicules, ...), l'étude retient un volume de 1 422,21 m3."

D'après ces éléments, l'Inspection constate que malgré l'encombrement dû aux véhicules en présence, le volume reste équivalent à la prescription.

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

L'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Isolement avec les milieux

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système d'obturation

**Prescription contrôlée :**

**Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 40 de l'arrêté préfectoral n° 2012131-0008 du 10 Mai 2012 susvisé :**

Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport au milieu naturel.

[...]

**Constats :**

Lors du contrôle du 20 février 2024, l'Inspection a constaté l'absence de système d'obturation pour contenir les eaux d'extinction incendie provenant de la toiture.

Durant le présent contrôle, l'exploitant a présenté le plan des réseaux actualisé et mis à jour en date du 01 juillet 2025 (réf: réseau eaux usées - plan général - 312.005).

Après examen, l'Inspection a constaté la présence de deux nouveaux obturateurs (type ballon anti-pollution) au niveau du réseau d'eaux pluviales provenant des eaux de toiture.

Deux systèmes d'obturation ont été installés afin d'éviter un rejet dans le puits perdu et un rejet au niveau du séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le ruisseau passant à proximité du site.

Durant la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté la présence des deux systèmes d'obturation supplémentaires ainsi que le système de déclenchement.

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis par courriel en date du 21 août 2025 le dernier contrôle annuel de 3 obturateurs (daté du 30 octobre 2024).

Ce contrôle comprend:

- entretien de la commande manuelle (système de déclenchement)
- contrôle visuel de la position des obturateurs avant essai
- essai de gonflage des obturateurs
- test d'étanchéité
- vérification visuelle du bon repositionnement des obturateurs après essai

Pour les deux derniers obturateurs nouvellement installés, l'exploitant a transmis le PV de réception des travaux d'installation daté du 02 juillet 2025.

Après examen, le PV indique que "le matériel installé est en état de fonctionner et jugé conforme aux spécifications techniques".

Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

L'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure pour ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Consignes de sécurité

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure de confinement

**Prescription contrôlée :**

**Sous 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 92 de l'arrêté préfectoral n° 2012131-0008 du 10 Mai 2012 susvisé :**

Consignes de Sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

<p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 20 février 2024, l'Inspection a constaté l'absence de procédure écrite concernant le déclenchement des dispositifs de confinement des eaux d'extinction du site.</p> <p>Lors du présent contrôle, l'exploitant a présenté une fiche réflexe concernant le déclenchement et l'utilisation des obturateurs de confinement des eaux d'extinction incendie daté du 11 juin 2025.</p> <p>Après examen, l'Inspection a constaté que cette fiche réflexe détaille:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la marche à suivre pour déclencher les systèmes d'obturation</li> <li>- à partir de quel moment ceux-ci doivent être déclenchés</li> <li>- à partir de quel moment ceux-ci peuvent être arrêtés</li> </ul> <p>L'Inspection a également constaté que cette fiche réflexe est affichée au niveau du hall d'accueil du site avec la procédure d'urgences en cas d'incendie.</p> <p>Ces constats n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 5 : Maintien de la propreté sur le site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Encombrement accès</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Sous 1 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 19 de l'arrêté préfectoral n° 2012131-0008 du 10 Mai 2012 susvisé :</b></p> <p>Propreté</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>[...]</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>



Lors du contrôle du 20 février 2024, l'Inspection avait constaté la présence de plusieurs machines entreposés à l'extérieur du bâtiment et des zones de production:

- une machine dénommée "lemanic 820" et un container de déchets bleu sont stockés au niveau du point de rassemblement n°4 et encombrent l'accès aux tampons du séparateur d'hydrocarbures, du débourbeur et du puits filtrant
- une machine est stockée au niveau de la pointe Sud-Est du site (après le pont au niveau du ruisseau Inner Feldbach)
- une machine est stockée au niveau du quai de déchargement au niveau du Sud-Est du site et encombre l'écoulement des eaux d'extinction incendie (la machine se situe au niveau de l'entrée des eaux dans la zone de rétention n°1)

Lors du présent contrôle et lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté le retrait de l'ensemble des machines et autres installations.

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

L'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 6 : Clôture des installations du site

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/04/2024, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès du site

**Prescription contrôlée :**

**Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 68 de l'arrêté préfectoral n° 2012131-0008 du 10 Mai 2012 susvisé :**

Gardiennage et Contrôle d'Accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

[...]

**Constats :**

Lors du contrôle du 20 février 2024, l'Inspection a constaté que le compacteur de déchets de cartons et la pointe Sud-est du site (au niveau du ruisseau Inner Feldbach) n'étaient pas clôturés et ne pouvaient éviter à toute personne étrangère au site l'accès à certaines installations du site.

Lors du présent contrôle et de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté:

- que le compacteur de déchets cartons a été clôturée évitant l'accès à toute personne étrangère au site
- que la pointe Sud-Est du site n'a été que partiellement clôturée.

Sur ce dernier point, l'Inspection a constaté que les coffrets de déclenchement des obturateurs

<p>(n°1, n°4a et n°4b) ont bien été clôturées ainsi que les abords du ruisseau sauf le ponton surplombant le ruisseau.</p> <p>Ce ponton donne un accès à toute personne étrangère aux installations suivantes: puits perdu et séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Ce dernier constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir les justificatifs nécessaires afin de démontrer rapidement la mise en place de la clôture au niveau du ponton surplombant le ruisseau à la pointe Sud-Est du site.</p> <p>Les justificatifs comprendront la commande signée et une photographie après l'installation de la clôture.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 45 jours</p>